

Cécile KYENGE

BIOGRAPHY



Cécile Kyenge, former Italian Minister for Integration, has been a Member of the European Parliament since 2014. As MEP, she is a member of the Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats (S&D), of the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs (LIBE) and of the Committee on Development (DEVE). She is also Vice-President of the Joint Parliamentary Assembly ACP-EU and member of the delegation for relations with the Pan-African Parliament. She is co-President of the European Parliament “Anti-Racism and Diversity Intergroup” (ARDI). She was

the co-rapporteur for the European Parliament’s report on the situation in the Mediterranean and the need for a holistic approach to migration. In 2015 and 2016 she was appointed Chief Observer of the EU election observation missions in Burkina Faso and Zambia. She was also part of the EU Parliament's delegation for the EU election observation missions in Nigeria, Haiti, Gabon and Gambia.

Français

Cécile Kyenge, ancienne Ministre italienne de l'Intégration, est membre du Parlement européen depuis 2014. En tant que députée européenne, elle est membre du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D), de la Commission des libertés civiles, justice et affaires intérieures (LIBE) et de la Commission du Développement (DEVE). Elle est également Vice-présidente de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE et membre de la délégation pour les relations avec le Parlement panafricain. Elle est Co-présidente de l'«Intergroupe contre le racisme et la diversité» du Parlement européen (ARDI), dirigeant le groupe de travail sur l'Afrophobie. Elle a été co-rapporteur pour le rapport du Parlement européen sur la situation en Méditerranée et la nécessité d'une approche holistique à la migration. En 2015 et 2016, elle a été nommée observatrice en chef des missions d'observation électorale de l'UE au Burkina Faso et en Zambie. Elle faisait également partie de la délégation du Parlement de l'UE pour les missions d'observation électorale de l'UE au Nigeria, Haïti, Gabon et Gambie.